Ecole & syndicat U.

SNUipp-FSU
Haute-Garonne

flash 31

Le site du SNUipp 31 : http://31.snuipp.fr

N°6
Novembre 2008

Dispensé de timbrage TOULOUSE CTC
PRESSE
DISTRIBUÉE PAR LA POSTE

Déposé le 21/11/2008

GREVE RECONDUITE AU JEUDI 27 NOVEMBRE EN HAUTE-GARONNE

CONTRE LES REFORMES DARCOS
CONTRE LES SUPPRESSIONS DE POSTES
FACE AU MEPRIS DU MINISTRE
POURSUIVONS SANS ATTENDRE !!

Suppression de postes, disparition programmée des RASED, diminution de l'horaire hebdomadaire des élèves, mise en place des EPEP, programmes improvisés sans concertation, mise en cause de la maternelle, du remplacement, salaires bloqués et primes de division, disparition des IUFM, remises en cause du droit de grève et du droit syndical.... la liste des attaques que mène le gouvernement contre l'École Publique est longue.

Le succès incontestable de la journée de grève du 20 novembre (80% de grévistes en Haute-Garonne, 12 000 dans la rue), s'il nous confirme l'étendue de la colère des enseignants et constitue un nouveau point d'appui, ne suffit pas à faire reculer le gouvernement.

Pour le SNUipp 31, c'est clair, nous devons poursuivre dans la foulée de cette immense mobilisation sans attendre.

L'Assemblée Générale réunie jeudi matin à Toulouse regroupant 600 personnels a voté très majoritairement pour la reconduction de la grève à jeudi 27 novembre.

Le SNUipp 31, avec le soutien de la FSU 31, appelle les personnels à être massivement en grève le jeudi 27 novembre comme d'ores et déjà à Dijon, dans les Pyrénées Atlantiques, à Paris, le Val de Marne, …

Informez au plus tôt les parents d'élèves et envoyez vos déclarations d'intention d'être en grève avant lundi 24 à minuit. Conservez les récépissés de fax !

AG 9H UNIVERSITE DE TOULOUSE –MIRAIL
Pour décider des actions de la journée et des suites du mouvement.

Le SNUipp 31 appelle à un vote massif des personnels aux élections professionnelles. On imagine sans peine l'utilisation politique que ferait Darcos d'une participation en baisse.
Ne lui laissons pas non plus ce terrain !

VOTEZ MASSIVEMENT SNUipp-FSU !

SOMMAIRE

Page 2 : Déclaration d'intention
Page 3 : Lettre aux parents
Page 4 : Manif interpro le 26 novembre

SNUipp-FSU 31 - 3 ch du Pigeonnier de la Cépière, Bât C - 31100 TOULOUSE – Tél : 05.61.43.60.62 - Fax : 05.61.43.60.69 – Email : snu31@snuipp.fr
Ce journal vous est envoyé grâce au fichier informatique du SNUipp 31. Conformément à la loi du 06/01/1978, vous pouvez avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant en vous adressant au SNUipp 31
Dir de Pub: Ph. SEVERAC
CPPAP: 0909 S 07080 - ISSN: 1241-025X
Imprimé par nos soins -
Prix : 0,40 € Bi-mensuel

GREVE DU 27 NOVEMBRE
Proposition de déclaration à utiliser

La loi n°2008-790 du 20/08/08 impose "à toute personne exerçant des fonctions d'enseignement dans une école de déclarer au moins 48 h avant la grève son intention d'y participer".

Alors que les enseignants des écoles ont toujours prévenu les familles avant les grèves, le gouvernement tente de nous intimider et de nous diviser. La loi du 20/08/08 impose "à toute personne exerçant des fonctions d'enseignement dans une école de déclarer au moins 48h avant la grève son intention d'y participer"

Soyons forts et unis !

Faisons grève massivement le 27 novembre et adressons la lettre ci-contre à l'IA.

Déclarons-nous tous grévistes !*

** La déclaration d'intention ne signifie pas un engagement définitif de participer à la grève*

Nom :.....Prénom :.....Affectation :
Monsieur l'IA
s/c de M. l'IEN de

Les suppressions massives de postes prévues par la loi de Finances 2009 s'ajoutent à la mise en place de programmes plus lourds, à la réduction du temps d'enseignement, aux propos méprisants concernant les enseignants. Elles sont la marque d'une politique éducative, qui tourne le dos à la nécessaire transformation de l'école pour favoriser la réussite de tous.
Un autre budget est nécessaire, qui permette de faire face à la hausse des effectifs, de maintenir les RASED, de reconnaître le rôle essentiel de l'école maternelle, de mettre en oeuvre une prise en charge des élèves handicapés digne de ce nom, de reconnaître la profession enseignante.

Avec les organisations syndicales, je demande respect et dignité pour l'école publique !

La Loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire apporte de nouvelles restrictions à une liberté fondamentale – le droit de faire grève - reconnu à tous les salariés dans la constitution pour la défense des intérêts professionnels et collectifs.
Un certain nombre d'organisations syndicales en demande d'ailleurs l'abrogation.

Cette loi impose "à toute personne exerçant des fonctions d'enseignement dans une école de déclarer au moins 48 heures avant la grève son intention d'y participer".

En conséquence, je vous informe de mon intention de participer au mouvement de grève du 27 novembre à partir de 8 heures.

Conformément à la loi, je vous rappelle que cette lettre "est couverte par le secret professionnel et ne peut être utilisée que pour l'organisation du service d'accueil" (article L133-5).

Le

Signature

"Conformément à la loi, je vous rappelle que cette lettre est couverte par le secret professionnel et ne peut être utilisée que pour l'organisation du service d'accueil" (article L133-5)".

Respect des enseignants. Dignité professionnelle.
Défense du service public d'éducation, des RASED, de la maternelle
Contre les EPEP
Tous en grève le 27 novembre

Pour la grève du 27, votre déclaration doit parvenir à l'IA au plus tard le Lundi 24 novembre au soir.

PROPOSITION DE LETTRE AUX PARENTS

Les enseignants de l'école ……

Aux parents d'élèves

Nous poursuivons l'action de défense de l'École Publique et serons à nouveau en grève jeudi 27 novembre. Alors que la journée de grève de jeudi 20 novembre a été d'une ampleur exceptionnelle dans les écoles, le ministre répond à nouveau par le mépris et la provocation. Nous voulons à nouveau attirer votre attention sur la gravité de la situation : pour nous, l'avenir de l'école publique, l'avenir des enfants, sont gravement menacés par les décisions du gouvernement :

6 000 suppressions de postes sont prévues dans les écoles à la rentrée 2009, des réformes destructrices se préparent…
Oui, l'école publique est en danger !

Au moment où des centaines de milliards d'euros ont été mobilisés pour soutenir les banques, 3000 postes sont supprimés au concours de recrutement des professeurs des écoles - alors que les écoles scolariseront 16 000 élèves supplémentaires ! - et 3000 postes d'enseignants spécialisés dans la prise en charge des élèves en difficulté (RASED) sont également supprimés !

3 000 + 3 000 = 6 000...

Les suppressions annoncées de postes d'enseignants E et G priveraient 150 000 élèves de toute aide spécialisée, adaptée aux difficultés plus lourdes. Dans notre département, cela se traduira par 60 à 70 postes de RASED supprimés, privant d'aide spécialisées plus de 3000 enfants . De plus, la confusion entretenue par le ministre entre la mise en place des deux heures « d'aide personnalisée » et le travail effectué par les enseignants spécialisés des RASED montre la volonté du ministère d'en finir à terme avec l'existence des réseaux d'aides spécialisées. Nous craignons la suppression totale des RASED en 3 ans.

Un projet de loi sera présenté en janvier concernant la création d'EPEP (établissements publics d'enseignement primaire), afin de placer les écoles maternelles et élémentaires sous la tutelle des collectivités territoriales, de faciliter leur mise en concurrence : l'Education doit rester un service public national !

Dès janvier encore, le gouvernement veut créer une agence nationale du remplacement pour remplacer à terme des enseignants remplaçants qualifiés par des personnels précaires.

Depuis des mois M. Darcos attaque l'école maternelle, que tant de pays nous envient : traitant ses enseignants avec mépris, il veut supprimer la possibilité offerte jusqu'alors de scolariser les enfants dès 2 ans. La maternelle sera le prochain « réservoir de postes » dans le plan de déstructuration progressive de l'école publique ?

Aujourd'hui, jeudi 20 novembre 2008, les enseignants des écoles publiques sont massivement en grève dans toute la France pour exiger l'abandon de la suppression des 6 000 postes et des projets annoncés. Ils demandent l'ouverture immédiate de discussions sur le devenir du service public d'éducation.

Pour la défense de l'école publique, nous espérons pouvoir compter sur votre compréhension et votre soutien.

Décisions de l'Assemblée Générale réunie le 20 novembre

- Demande aux organisations syndicales nationales de la reconduction de la grève dans un délai d'une semaine, avec ultimatum au gouvernement.
- Reconduction départementale de la grève jeudi 27 novembre.
- Adoption du principe de suspension de l'aide personnalisée face aux suppressions de postes dans les RASED.
- Création d'un collectif de défense de l'École Publique regroupant parents, personnels, usagers. Préparation d'une manifestation commune permettant de rassembler largement.
- Reprise collective de la lettre d'Alain Refalo.
- Refus de toute sanction à l'égard de notre collègue Alain Refalo

CONTRE les licenciements, les suppressions d'emplois et la précarité.
POUR l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat, les retraites et les services publics.

Mercredi 26 Novembre - MANIFESTATION INTERPRO à 14H – Allées J. Jaures

La crise financière qui secoue la planète renforce et légitime la lutte contre les processus actuels de délocalisations des entreprises, de précarisation du monde du travail, de privatisation, d'ouverture de capital et de casse des services publics.
Cette crise économique et sociale se traduit par des plans massifs de licenciements, des fermetures d'entreprises, des mises en chômage technique, des blocages de salaires, des pertes, encore plus importantes, de pouvoir d'achat, d'aggravation de la précarité et de remises en cause fortes des garanties collectives et statutaires des salaires.
Cette faillite est le résultat des politiques libérales menées depuis plusieurs décennies qui ont encouragé toutes les formes de spéculations au détriment des richesses produites par le travail et donc des salaires et de l'emploi.
Dans un tel contexte la réhabilitation du rôle de l'Etat et la restauration de la puissance publique se posent en évidence pour faire prévaloir d'autres choix axés sur une autre répartition des richesses, sur le développement économique et le progrès social.
Comment ne pas dénoncer le plan de sauvetage de 400 Milliards d'euros de SARKOZY, pris en faveur des mafias financières, responsables de la crise et pour sauver un système qui ne profitent qu'aux plus riches et dont les victimes sont les salarié(e)s et les couches les plus précaires de la société. Ainsi, ce gouvernement est capable de débourser 3 Milliards en quelques heures pour sauver DEXIA et justifie, en parallèle, la décision d'ouverture du Capital de la Poste en raison d'un déficit du même montant.

Ce gouvernement, qui distribue l'argent public aux établissements financiers, doit cesser de s'abriter derrière l'alibi des déficits publics pour justifier la politique du MEDEF de vache maigre à l'égard des salarié(e)s et le désengagement de l'Etat dans les services publics.
Ce n'est pas aux salarié(e)s de payer l'addition à la place des spéculateurs. Aujourd'hui le gâchis fiscal incité par les politiques gouvernementales (paquet fiscal, niches fiscales, exonérations en tout genre, fraude fiscale et délinquance financière) se chiffre à près de 130 Milliards d'euros.
Conjuguée aux emprunts contractés dans le cadre du plan de sauvegarde des spéculateurs, cette politique d'austérité salariale et de gavage des hauts revenus représente au total près de la moitié des recettes fiscales nettes annuelles de l'Etat. Au final, les revenus du travail sont trois fois plus taxés que les revenus financiers et spéculatifs.
A l'image de MOLEX à Villemur, nous assistons à une manipulation crapuleuse de cette crise par le patronat pour tenter de justifier et accentuer la fermeture d'usines et leurs délocalisations vers des pays à bas coûts, au sein même de l'Union Européenne.
Il est urgent de construire les convergences de l'ensemble du Privé et du Public dans un rapport de force unitaire le plus large possible pour mettre en échec ses politiques de casse sociale et promouvoir d'autres logiques permettant la satisfaction des revendications pour les salariés, les privé(e)s d'emplois, les précaires, la jeunesse, et les retraités

GREVE DU 20 : COMMUNIQUE NATIONAL DU SNUipp

Assez de dérision et de mépris : ouvrez des négociations !

Près de 70% des enseignants des écoles élémentaires et maternelles sont en grève aujourd'hui. Près de 200 000 enseignants ont signé la pétition pour sauvegarder les RASED, des dizaines de milliers signent la pétition en faveur de l'école maternelle, des dizaines de sites pédagogiques sur internet sont fermées aujourd'hui.
Le ministre restera-t-il sourd au message que lui envoient plusieurs centaines de milliers d'enseignants ? Continuera-t-il de se refuser à tout dialogue social ?
Le SNUipp demande solennellement au ministre de l'Education Nationale de prendre la mesure de la colère et du rejet que provoque sa politique éducative et budgétaire. Il lui demande de cesser de se dérober à toute négociation avec les organisations syndicales qui représentent plus de 80 % des enseignants des écoles. Pourquoi le ministère de l' Education Nationale adopte-t-il la culture du refus de la négociation alors que des négociations sont engagées dans d'autres secteurs ?
La dérision et le mépris affichés vis-à-vis des personnels ne peuvent constituer une politique. Le ministre doit avoir la sagesse d'abandonner les faux-fuyants qu'il utilise sur les suppressions de postes, la remise en cause de la maternelle, le passage en force sur les Epep, la mise en concurrence des écoles ou la suppression des Rased, d'engager de véritables discussions et de revenir sur ses décisions unilatérales.
Le SNUipp exige du ministre, dans un délai de 5 jours une réponse à ces attentes de notre profession. Sans réponse de sa part il appellera avec les autres organisations syndicales à de nouvelles actions d'ampleur.